

**Commission économique pour l'Europe****Comité exécutif****Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Vingt-quatrième session**Genève, 30 avril et 1^{er} mai 2018

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

**Futurs défis à relever à l'appui de la facilitation du commerce
et des transactions électroniques****Transparence des chaînes de valeur du secteur textile
quant aux incidences environnementales, sociales
et humaines des pièces, des composants
et des procédés de production***Résumé*

L'habillement est l'un des secteurs les plus importants de l'économie mondiale. Ses chaînes de valeur s'étendent dans tous les pays et sont dominées par de grands producteurs et négociants qui décident où produire, quoi produire et à quel prix vendre. Les incidences sociales et environnementales de l'industrie de la mode ont été solidement documentées au cours des dernières décennies. Les recherches menées ont montré que ces incidences se produisent, pour la plupart, en amont des chaînes d'approvisionnement.

L'absence d'informations complètes et transparentes sur le lieu d'approvisionnement, de transformation et d'assemblage et sur les acteurs qui interviennent dans ces différentes étapes, ainsi que le manque de transparence quant aux incidences sur l'environnement et la santé humaine des pratiques et des procédés d'une part, et aux conditions de travail aux différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement d'autre part, constituent des lacunes fondamentales. L'amélioration de la traçabilité est donc devenue une priorité pour le secteur, qui souhaite une meilleure gestion de ses chaînes d'approvisionnement, à la fois en termes de rentabilité et de durabilité.

Le présent document définit les principes directeurs et les solutions possibles, et formule des recommandations en vue d'une initiative pour un cadre international sur la transparence et la traçabilité au service de l'adoption de schémas durables dans le secteur de l'habillement, à l'appui de l'objectif de développement durable 12, relatif aux modes de production et de consommation responsables.



I. Introduction

1. Quelle est, dans la région de la CEE, l'incidence des achats de textile ou de vêtements pouvant comporter des pièces ou des composants issus de procédés de production nocifs pour l'environnement, avec ou sans conséquences pour la santé des travailleurs et des consommateurs ? Comment l'industrie textile se positionne-t-elle par rapport aux concepts de transparence, de traçabilité, de cartographie des chaînes d'approvisionnement et d'approvisionnement durable ? Quels bénéfices économiques les entreprises qui adoptent une démarche durable pourraient en tirer ? Existe-t-il des solutions informatiques innovantes de nature à faciliter, par une traçabilité renforcée, la transparence des chaînes de valeur du secteur textile ? Enfin, est-il possible de formuler des recommandations en matière de mesures réglementaires à destination des secteurs public et privé ?

2. Le présent document, qui vise à apporter un début de réponse à ces questions, passe en revue les études, universitaires ou orientées vers l'action, consacrées d'une part aux incidences environnementales, sociales et humaines de la production et de la transformation du textile, et d'autre part au degré de connaissance du consommateur final concernant ces incidences.

3. Plus précisément, le document se divise en deux parties principales. La première tente de dresser un état des lieux des pratiques de l'industrie textile en matière de durabilité. Elle passe en revue, brièvement, les principaux éléments se rapportant aux incidences sociales, environnementales et sanitaires du secteur du textile ; explique comment le concept de transparence appliqué à la gestion des chaînes d'approvisionnement peut se traduire par des actions concrètes, comme la mise en place de systèmes de traçabilité et d'outils appropriés ; et formule des observations concernant les points de vue des consommateurs et les solutions informatiques innovantes permettant de transmettre des informations sur les performances des chaînes de valeur textiles sur le plan de la durabilité. La deuxième partie résume des études de cas et analyses théoriques sur les perspectives et les défis associés à la décision, de la part des entreprises, de renforcer la transparence de leurs chaînes d'approvisionnement. Le document s'achève sur des éléments de réflexion concernant la possibilité et l'intérêt d'une nouvelle recommandation de la CEE sur la traçabilité en tant qu'outil d'information sur les risques environnementaux et sanitaires présents à toutes les étapes des chaînes de valeur de l'industrie textile.

II. Les chaînes de valeur dans le secteur textile : incidences environnementales, sociales et sanitaires

A. Vue d'ensemble des incidences de l'industrie textile sur l'environnement

4. Les incidences de la production et de la transformation du textile sur l'environnement se répartissent en deux grandes catégories : le rejet de polluants et la consommation d'eau et d'énergie (PNUE 2014).

5. Le rejet de polluants peut entraîner une pollution de l'air, de l'eau et des sols et s'explique, dans la plupart des cas, par l'utilisation de produits chimiques. Cependant, si les émissions atmosphériques sont une source de pollution secondaire mais non négligeable, la plupart des produits chimiques et adjuvants sont rejetés dans les effluents. Concernant la charge organique, entre 20 et 100 grammes de carbone organique sont rejetés par kilo de textiles transformés, ce qui est 15 à 250 fois plus élevé que pour les émissions atmosphériques. Les rejets dans les eaux sont donc bien plus importants (OCDE, 2004). Le cas du coton est particulièrement parlant. Le coton représente 45 % des fibres utilisées par l'industrie textile dans le monde, et sa culture et sa transformation comportent des risques sanitaires et environnementaux (Kaye, 2013). Dans la majorité des cas, sa culture fait appel à de très grandes quantités de pesticides, qui peuvent ensuite pénétrer les sols et réserves en eau (Kemi, 2014).

6. Il est largement établi que les activités de l'industrie textile, par les quantités d'énergie considérables qu'elles consomment, contribuent aux changements climatiques. Afin de satisfaire ses besoins, le secteur a recours à deux catégories de sources d'énergie : les sources d'émissions indirectes (électricité) et directes (gaz naturel, production combinée de chaleur et d'électricité et gazole). La réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à la consommation d'énergie peut être obtenue par divers moyens, comme l'accroissement du rendement énergétique, l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production combinée de chaleur et d'électricité (MED-CLEAN 27).

7. Comme on le verra plus loin, il est intéressant de noter que la plupart des interventions visant à rendre les pratiques de production textile plus durables offrent des avantages économiques aux entreprises. Le rejet de polluants et de déchets, par exemple, représente un coût financier supplémentaire pour l'entreprise. En effet, des procédés peu efficaces entraînent la perte de produits chimiques onéreux et un gaspillage en eau et en énergie, ainsi que des variations dans la qualité du produit industriel (PNUE 1994).

8. L'approvisionnement en matières premières constitue une autre piste de recherche majeure aux fins de la réduction des incidences des produits chimiques sur l'environnement. Renforcer les partenariats entre les acheteurs, les exploitations agricoles et les PME visant à mettre en place des pratiques innovantes de gestion des sols et de l'eau permettrait de diminuer la consommation de produits chimiques et d'énergie et d'améliorer la qualité de la production et la santé des travailleurs et du bétail. Dans ce cas également il est nécessaire de suivre l'amélioration de la consommation et des performances, ce qui suppose de faire appel à des logiciels et outils conçus pour le suivi et la localisation des animaux et des cultures associés aux pratiques durables et éthiques.

9. En outre, la mise en place de bonnes pratiques comme le piégeage du carbone, permis par un développement substantiel des plantations d'arbres, peut constituer pour les grandes entreprises une action relevant de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), tout en aidant les agriculteurs à pratiquer une meilleure gestion des terres et à diminuer l'érosion des sols et ainsi à améliorer la qualité de la production. Les grandes entreprises et les gouvernements, par des actions coordonnées et des programmes de recherche, pourraient aider les PME et les exploitations agricoles à se familiariser avec l'usage des nouvelles technologies et des méthodes de traçage pour réduire les quantités de produits chimiques présentes dans la chaîne d'approvisionnement.

B. Risques sanitaires et sociaux et approches des consommateurs aux fins de la durabilité

1. Risques pour la santé

10. Un certain nombre d'études et de travaux de recherche menés par des acteurs institutionnels ou universitaires corroborent la thèse selon laquelle, outre le risque évident de maladies professionnelles par un contact direct, certains produits chimiques présents dans les vêtements peuvent avoir des incidences sur la santé des consommateurs (PNUE 2014). En 2014, par exemple, un rapport de l'Agence suédoise des produits chimiques a révélé que 10 % des substances employées dans le traitement des textiles présentaient un risque potentiel pour la santé humaine (Kemi, 2014).

11. Sur l'ensemble des produits chimiques fabriqués dans le monde, environ 25 % sont utilisés dans l'industrie textile. De plus, dans ce seul secteur, qui représente plus de 40 % de l'activité manufacturière mondiale, 42 % des produits chimiques sont employés par la Chine (Greenpeace, 2013).

12. Les travailleurs de l'industrie textile sont exposés à des produits chimiques associés à différents types de cancer, notamment les cancers du cerveau, des poumons et de l'estomac. L'exposition aux produits chimiques par contact cutané ou inhalation peut entraîner d'autres graves préjudices à la santé humaine, et l'exposition au bruit présente également un risque important pour les travailleurs (O Ecotextiles, 2013).

13. L'Associazione Tessile e Salute (association italienne Textile et santé) a signalé en 2014 la présence de substances dangereuses, comme des amines aromatiques cancérigènes

et des métaux lourds, dans des vêtements commercialisés en Italie cette année-là. Plus précisément, les hôpitaux et cliniques italiens interrogés ont déclaré que 7 à 8 % des maladies de peau étaient provoquées par un contact avec certains textiles ou chaussures (Associazione Tessile e Salute, 2014¹). Cette association, créée en partenariat avec des universités et la Société italienne de dermatologie (SIDAPA) avec le soutien du Ministère de la santé, est un exemple de bonnes pratiques visant à aider les industries à adopter certaines normes et règles internationales en matière de chimie durable appliquée au textile. Ses travaux de recherche ont été essentiels à l'élaboration des lignes directrices relatives aux exigences écotoxicologiques applicables aux vêtements, aux articles en cuir, aux chaussures et aux accessoires², en collaboration avec la Chambre italienne de la mode. Ces lignes directrices sont aujourd'hui la principale référence employée par les grandes marques et les PME italiennes pour évaluer les incidences de l'usage des produits chimiques et inciter les fournisseurs à réduire ces incidences.

2. Risques sociaux

14. Les principaux risques sociaux liés à l'activité des entreprises de mode concernent le respect des droits fondamentaux des travailleurs et des droits de l'homme, de la liberté d'association, de l'égalité d'accès aux emplois, des principes de la gouvernance, des pratiques anticorruption et équitables, de la concurrence loyale, du développement social et communautaire et de la santé et la sécurité du consommateur. En outre, la volonté de se rapprocher du lieu de production des matières premières a favorisé la transformation rapide des chaînes d'approvisionnement. Cela a conduit les gouvernements, les consommateurs et les ONG à exercer une pression croissante sur les entreprises afin qu'elles étendent leurs pratiques de RSE à l'ensemble de leurs chaînes de production, c'est-à-dire à leurs fournisseurs de premier rang, mais également de deuxième et troisième rangs (Rinaldi & Testa, 2014).

15. La production de vêtements est souvent externalisée dans des pays en développement où le droit du travail est moins contraignant, ce qui permet aux entreprises de réaliser des économies en exploitant les travailleurs et en ne les payant même pas au salaire minimum local et encore moins un salaire décent (Global Fashion Agenda & The Boston Consulting Group, 2017). Non seulement le salaire minimum n'est pas respecté, mais en plus les femmes sont moins payées que les hommes. Les ouvriers doivent travailler sans relâche dans des conditions inadaptées, qui sont préjudiciables à leur santé. Les mères travaillent à l'usine de longues heures durant et n'ont souvent pas d'autre choix que d'y amener leurs enfants, où ils peuvent souffrir de troubles du développement. De plus, l'accès restreint à l'éducation dans les pays où ces usines sont implantées contribue au travail des enfants. L'abolition du travail des enfants et du travail forcé établit deux droits fondamentaux, défendus par l'Organisation internationale du Travail (OIT), et représente un principe directeur de la mise en œuvre de toute politique de RSE. Du point de vue du droit des travailleurs, deux conventions majeures régissent la question du travail des enfants : la Convention (n° 138) de l'OIT sur l'âge minimum d'accèsion à l'emploi, 1973, et la Convention (n° 182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

16. Pour répondre à ces défis, plusieurs initiatives ont été mises en place, comme le programme Better Work, élaboré par l'OIT et la Société financière internationale (SFI). Les acteurs du programme travaillent directement avec les usines pour mettre en œuvre des solutions satisfaisantes et les encouragent, par un accompagnement sur la question du salaire minimum et des incitations financières, à instaurer de meilleures conditions de travail (Better Work, 2017).

17. Ces initiatives comprennent également des outils d'autoévaluation comme l'indice Higg, conçu par la Sustainable Apparel Coalition, qui permet aux entreprises d'évaluer leur performance au regard d'un ensemble de normes reconnues. L'indice Higg évalue, dans les usines, les incidences sociales et professionnelles des activités de fabrication, les quantités de déchets produites et les systèmes de gestion des déchets, les niveaux d'émissions et

¹ Voir <http://tessileesalute.it/en/about-us/studies-and-tools/>.

² Voir http://www.cameramoda.it/media/pdf/linee_guida_en.pdf.

l'usage qui est fait des produits chimiques, afin de proposer aux cadres dirigeants des entreprises des modes de fabrication plus durables (Indice Higg, 2017).

18. Il est important, lorsque l'on s'attaque aux risques sociaux, que les acteurs concernés adoptent une approche collaborative, qui profite aussi bien aux entreprises qu'à la société. Alors que lorsque le département chargé de la responsabilité sociale de l'entreprise effectue une donation philanthropique l'entreprise n'est que peu ou pas impliquée, un partenariat permet un échange de valeurs porteur de transformations concrètes (Keys, Malnight & van der Graaf, 2009).

3. Observations sur le comportement des consommateurs en matière de durabilité

19. Les études considérées suggèrent que les consommateurs ne sont pour la plupart pas conscients des incidences potentielles de leurs décisions d'achat sur les plans environnemental et social. Ceci étant posé, les facteurs qui influencent le comportement et les attitudes du consommateur en matière de durabilité semblent directement liés à la question de la transparence dans les chaînes d'approvisionnement du secteur textile. Ces facteurs peuvent être à l'origine de décisions dans le secteur public comme privé, et notamment de décisions stratégiques d'investir dans la transparence des chaînes d'approvisionnement.

20. En 2011, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a mené une enquête sur le comportement des consommateurs au regard de l'environnement. Elle a rassemblé des informations auprès de 12 000 ménages en Australie, au Canada, au Chili, en Corée, en Espagne, en France, en Israël, au Japon, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse. Ces données ont mis en évidence l'importance des attitudes à l'égard de l'environnement et l'influence que peuvent avoir les gouvernements sur ces attitudes. Selon cette enquête, les décisions et habitudes des individus reposent sur un ensemble complexe de facteurs, qui comprennent le niveau de connaissances, l'accessibilité de l'information, la confiance, les préoccupations des voisins, le degré de militantisme écologique, ainsi que les niveaux d'éducation et de revenus et le fait d'être ou non propriétaire. L'enquête montre à plusieurs reprises que des campagnes d'information et des programmes éducatifs bien conçus peuvent changer les comportements. De plus, si elle confirme que les prix et les coûts peuvent avoir une très grande influence sur les décisions des ménages, elle met également en évidence une volonté générale d'adopter un mode de vie plus écologique et de payer davantage pour des choix plus respectueux de l'environnement (OCDE 2014).

21. D'autres études, plus sélectives, examinent les phénomènes de compromis à l'œuvre dans le désir de payer plus cher pour un produit. Le choix final est déterminé par divers facteurs, que ce soit l'engagement d'une entreprise en faveur de l'environnement ou la qualité d'un produit donné (Feldman et Vasquez-Parraga 2013).

22. La recherche portant sur les tendances en matière de sensibilisation du consommateur a confirmé que si certains consommateurs sont informés et conscients des problèmes environnementaux et sociaux qui découlent de leurs achats, d'autres ne manifestent que peu d'intérêt pour le caractère durable ou non des activités du secteur de la mode. Si les recherches menées au sein de l'industrie textile ont démontré que celle-ci se montrait généralement ouverte à l'idée de renforcer la transparence de ses chaînes d'approvisionnement, les consommateurs ont généralement une connaissance limitée du sujet (Saicheua, Cooper, & Knox, 2011).

23. Une étude de 2014 sur les consommateurs américains a conclu que les connaissances des consommateurs sur les incidences environnementales occasionnées par le secteur de l'habillement, leurs principes moraux, leurs attentes en termes de comportement éthique et leur attitude concernant le fait de consommer les produits de marques de prêt-à-porter impliquées dans des projets de RSE étaient tous des facteurs prédictifs de la volonté d'achat de vêtements fabriqués par des entreprises socialement responsables (Didi, 2014). En outre, la conscience des problèmes environnementaux liés au secteur de l'habillement et le fait de promouvoir des valeurs universalistes influencent les attentes des consommateurs vis-à-vis des marques de vêtements en matière de comportement éthique (Didi, 2014).

24. Le comportement des consommateurs en matière d'habillement semble particulièrement complexe et dépend visiblement d'un grand nombre de facteurs. Connell et Kozar (2014) expliquent que la recherche récente sur les comportements des consommateurs a mis l'accent sur l'importance des connaissances et des variables d'attitudes dans la promotion de la consommation de vêtements respectueux de l'environnement. Depuis quelque temps, les réseaux de points de vente des grandes marques s'intéressent aux effets potentiels sur les taux de conversion et mettent en place des expériences de boutiques éphémères ou de rayons écologiques dans les magasins et sur les plateformes de commerce électronique.

C. Transparence des chaînes de valeur dans le secteur textile

1. Généralités

25. Les chaînes de valeur mondiales (CVM) constituent l'élément principal du commerce international. Leur bon fonctionnement dépend de celui des transports, de la logistique, des finances, de la communication et d'autres services commerciaux. Aujourd'hui, on ne peut plus dire de nombreux produits et services qu'ils viennent d'une région du monde particulière. Il est donc vital, pour assurer et faciliter le développement des CVM et s'y adapter, de mettre en œuvre des politiques commerciales complémentaires fondées sur une approche globale de la réglementation commerciale (OCDE 2013).

26. Par exemple, environ 80 % des textiles consommés dans l'Union européenne sont importés de pays extérieurs à l'Union. Par ailleurs, d'importantes informations concernant les méthodes de production et les matériaux utilisés ne sont pas transmises de façon adéquate du producteur au consommateur (Kemi, 2014).

27. Les CVM de l'industrie textile sont particulièrement complexes. Lam et Postle (2006) recensent, parmi les différents problèmes qui surviennent le long des chaînes d'approvisionnement des secteurs de l'habillement et du textile, des cycles de vie de produits trop courts, des erreurs de prévisions et des délais d'exécution trop longs. Ces auteurs évoquent le cas des chaînes d'approvisionnement du secteur de l'habillement à Hong Kong, qui souffre de son éloignement géographique vis-à-vis des consommateurs européens et américains. Par conséquent, les quantités demandées sont minimes, ce qui peut engendrer de fortes contraintes de rentabilité ainsi qu'une concurrence exacerbée.

28. Il faut également garder à l'esprit que le secteur textile représente pour les pays à faible revenu la première étape d'un développement industriel créateur de valeur ajoutée (Fukunishi, Goto & Yamagata, 2013).

2. La traçabilité, la cartographie des chaînes d'approvisionnement et l'approvisionnement durable au service de la transparence

29. D'après Linich (2014), la transparence ne se limite pas à une meilleure visibilité de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Elle est le résultat d'un processus par lequel une entreprise, grâce à cette visibilité accrue, réagit aux informations obtenues en vue d'améliorer sa gestion des risques.

30. Les systèmes ou initiatives en matière de traçabilité sont très utiles au renforcement de la transparence dans la gestion des CVM et à la circulation de l'information. La traçabilité des chaînes d'approvisionnement peut se définir comme la capacité à déterminer la trajectoire d'un produit ou d'un composant de la matière première au produit fini. Elle permet de comprendre la transformation des produits, des éléments ou des matériaux à toutes les étapes de la chaîne de valeur et de transmettre des informations les concernant.

31. La traçabilité s'insère dans un système de certification en ce qu'elle forme un lien entre la production et la consommation sur les marchés. En 2014, le Centre des Nations Unies pour la gouvernance et Business for Social Responsibility (BSR) ont publié un « Guide de la traçabilité » qui offre un aperçu de l'importance de la traçabilité au regard des objectifs de durabilité dans divers secteurs industriels. Il propose deux modèles de définition du processus de traçabilité dans l'industrie textile : la séparation des produits et l'équilibre de masse.

32. Avec la séparation des produits, les matériaux et composants certifiés sont physiquement isolés des matériaux et composés non certifiés, et ce à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement.

33. Le modèle de l'équilibre de masse, lui, autorise le mélange de matériaux certifiés et non certifiés. Le volume de matériau certifié qui intègre la chaîne de valeur doit être surveillé et contrôlé, et le même volume de produit peut être vendu comme certifié à la sortie de la chaîne (Centre des Nations Unies pour la gouvernance, 2014).

34. Les cartographies de chaînes d'approvisionnement sont des représentations géographiques du réseau de fournisseurs d'une société donnée. Ces cartographies s'appuient principalement sur des solutions informatiques innovantes pour représenter sous forme graphique la trajectoire des pièces et éléments le long des chaînes de valeur, et peuvent constituer un précieux outil pour renforcer la transparence de la gestion des chaînes d'approvisionnement (Zeeb 2013).

35. Enfin, l'approvisionnement durable, dont la transparence est une condition préalable et nécessaire, renvoie surtout aux politiques d'achat mises en place par les entreprises pour sélectionner leurs fournisseurs (Social Accountability International, 2013). Ces politiques dépendent, il est vrai, de la disponibilité d'une information fiable sur les incidences sanitaires et environnementales des intrants, des procédés et des méthodes de production le long des chaînes de valeur.

36. Ces initiatives, et bien d'autres, visant à renforcer la transparence des chaînes de valeur dans le secteur textile, offrent plusieurs avantages sur les plans économique, social et environnemental. Cependant, les efforts de mise en œuvre sont souvent très exigeants en termes d'investissements et des connaissances techniques. Ces obstacles peuvent être surmontés à l'aide de solutions informatiques innovantes.

37. La mise en œuvre des accords de libre-échange dans un grand nombre de pays peut contribuer à une meilleure protection des droits des travailleurs, et ainsi garantir le respect par les États parties à ces accords d'un ensemble strict de normes en matière d'emploi, définies par la législation (OIT, 2017). Des normes strictes sont également nécessaires pour prévenir certaines pratiques illégales par les travailleurs (comme la capture non autorisée d'animaux). Il est également essentiel de comprendre les origines géographiques des éléments utilisés à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement, car elles peuvent avoir des incidences sur les décisions de gestion et en matière de responsabilité sociale (Fiaschi, Giuliani, Macchi & Perrone, 2012).

38. Le respect des protocoles éthiques ne se limite pas aux droits de l'homme, mais concerne également ceux des animaux. Le plumage à vif et le gavage des oies pour l'obtention du duvet est une question controversée, ces méthodes étant toujours légales dans plusieurs pays. La multiplication des normes découlant de la loi britannique de protection des animaux de 2006, qui promeut le bien-être animal et le souci de ne pas nuire aux animaux, peut ouvrir la voie à l'interdiction de ces méthodes. Les entreprises peuvent également faire appel à des tiers dont le rôle est de contrôler que les animaux sont bien traités et de certifier l'exactitude des informations fournies. L'International Down and Feather League Laboratory and Institute (IDFL) effectue des essais sur des vêtements fourrés aux matériaux synthétiques et naturels, ainsi que sur des vêtements confectionnés à partir de duvet et de plumes. Il effectue des contrôles et des inspections qui fournissent au client les informations nécessaires pour s'assurer de la crédibilité de l'origine rembourrage employé (IDFL, 2017). Textile Exchange est une organisation qui travaille directement avec les chaînes de valeur du secteur textile pour garantir la durabilité du processus dans son intégralité, et qui a élaboré un certain nombre de normes auxquelles les entreprises peuvent adhérer, comme la norme pour un duvet responsable (Textile Exchange, 2017).

39. Les politiques de recyclage, de réutilisation et de recyclage valorisant appartiennent au cadre général et sont essentielles à l'amélioration du système de collecte, de la transparence et de la sécurité lors des étapes finales du cycle de vie des produits. Il s'agit de protéger le consommateur et de garantir la production d'un produit réellement recyclé (par exemple, avec des étiquettes vertes sur les produits issus de chutes et d'invendus dont la traçabilité est contrôlée). L'origine des matériaux a également des conséquences sur la santé et pose la question de la transparence. Concernant le marché de seconde main, il est

crucial de déterminer l'origine du produit vendu ainsi que les traitements dont il a été l'objet. Les labels ne devraient pas être acceptés en l'absence de documents ou de certificats de traçabilité. Les codes QR, les codes-barres et les outils GPS pourraient permettre d'obtenir des informations sur les produits collectés et recyclés et établir leur origine. La traçabilité pourrait avoir une incidence sociale importante dans le cadre des technologies actuellement utilisées pour combattre les organisations criminelles qui collectent des vêtements jetés aux ordures pour les revendre sans respecter les pratiques d'hygiène, empêchant ainsi les individus moins aisés de progresser.

3. Solutions informatiques pour communiquer sur les performances environnementales et éthiques

40. En raison de l'étendue et de la complexité des chaînes d'approvisionnement, les entreprises du secteur textile peinent à rassembler des informations exactes sur l'origine des matières qu'elles utilisent et sur les risques et incidences environnementaux ou sanitaires qu'elles présentent. Par conséquent, ces dernières années ont vu l'émergence d'un certain nombre d'avancées technologiques qui ont permis de réduire les coûts et d'améliorer la qualité et la fiabilité des données. Linich (2014) présente des exemples d'avancées technologiques majeures dans ce domaine et qui proviennent aussi bien du secteur textile que d'autres secteurs :

- **Outils d'évaluation appliqués aux chaînes d'approvisionnement.** Plutôt que de mener des audits sur site ou de faire appel à des tiers, les entreprises peuvent désormais vérifier les données concernant la conformité et l'emploi au moyen de technologies mobiles. LaborLink, LaborVoices et d'autres prestataires de services procèdent à des enquêtes confidentielles à la demande d'employés d'usines, d'exploitations agricoles ou d'autres types de fournisseurs, qui peuvent exprimer leurs inquiétudes par SMS. Par rapport aux services d'audits traditionnels effectués par des tiers, les enquêtes qui s'appuient sur les SMS ont l'avantage de fournir des données en temps réel, de garantir la confidentialité et de réduire les coûts. Par exemple, la société Muddy Boots Software a récemment dévoilé sa nouvelle application, Greenlights Assessments, disponible sur les appareils mobiles iPad® d'Apple. Cette application fonctionne avec le système d'autoévaluation Quickfire, et se veut un outil mobile de collecte et de partage de données. Unilever l'utilise pour suivre, en temps réel, le respect par ses fournisseurs agricoles de son Code d'agriculture durable.
- **Gestion des indicateurs clefs de performance à l'aide des données sur les fournisseurs extérieurs.** Suite à l'adoption de la loi relative aux pratiques de corruption à l'étranger (Foreign Corrupt Practices Act) et de la loi Dodd-Frank par les États-Unis et de la loi anticorruption britannique (Bribery Act), les entreprises multinationales doivent rassembler des informations concernant leurs fournisseurs. Ces pratiques relèvent d'un effort mondial de lutte contre la fraude et la corruption. De nombreuses entreprises s'abonnent aux services de diligence raisonnable proposés par des entreprises comme Dun & Bradstreet, MapleCroft ou LexisNexis, qui offrent un accès à des bases de données contenant des informations sur les entreprises et les individus. Les nouveaux outils d'entreprises comme Aravo, Hiperos et SourceMap vont plus loin en incorporant ces sources d'information extérieures aux indicateurs clefs de performance ou aux indicateurs de risques internes. Certains outils font même intervenir, entre autres critères, des paramètres sociaux et environnementaux, et permettent ainsi aux entreprises de visualiser, d'anticiper et de prévenir les risques en amont de la chaîne d'approvisionnement.
- **Traçage des produits.** Certaines industries se mettent aujourd'hui à déterminer le parcours suivi par les produits depuis le fabricant jusqu'au consommateur final pour s'assurer de leur qualité et prévenir la fraude. Par exemple, aux États-Unis, en prévision de la législation sur le traçage proposée au niveau fédéral et des États, 16 sociétés pharmaceutiques ont adopté des solutions novatrices mises au point par les start-up, comme l'impression, sur chaque comprimé, d'un code qui peut être envoyé par SMS à un numéro de téléphone central afin de permettre de vérifier l'intégrité du produit. D'autres entreprises ont élaboré des technologies en vue

d'incruster sur le comprimé des empreintes ou étiquettes lisibles dans le proche infrarouge et contenant des ingrédients inactifs. Ces technologies permettent aux sociétés pharmaceutiques de s'adapter à la réglementation en matière de sécurité des produits, de limiter les contrefaçons et le coût qu'elles représentent, et rassurer les consommateurs du point de vue de la sécurité.

- **Rôle de la transparence dans l'information et le dialogue avec les consommateurs finaux.** Certaines entreprises offrent volontairement et publiquement aux consommateurs une certaine visibilité au sein des chaînes d'approvisionnement. Un fabricant de vêtements, IceBreaker, associe à chaque produit un code-barres qui permet aux consommateurs, par l'intermédiaire du site Web de l'entreprise, de retracer la trajectoire de la laine de mérinos utilisée jusqu'à l'élevage ovin où elle a été produite.

41. L'utilisation de la technologie de chaînes de bloc pour transformer les chaînes d'approvisionnement constitue également une piste très intéressante. De grandes entreprises du secteur informatique, comme IBM, ont récemment collaboré avec des entreprises multinationales de l'agroalimentaire en vue de déterminer l'origine d'un aliment donné. Cette nouvelle technologie permettrait d'identifier tous les points de la chaîne d'approvisionnement (McDermott, 2017). De la même façon, elle peut être appliquée au secteur de l'habillement pour déterminer l'origine des produits et des matières premières, accéder à l'état des stocks en temps réel, et réaliser des gains d'efficacité. Ses applications ne se limitent pas aux produits et aux services : elle peut également être un moyen de suivre l'évolution du personnel à chaque étape de la chaîne de valeur, à travers ses qualifications (Casey & Wrong, 2017). Avoir des données en temps réel concernant les employés permet aux entreprises de déterminer quelles sont les faiblesses du système et où elles se trouvent, et donc d'y remédier plus facilement. En cas d'accident du travail, le dispositif de sécurité, l'entreprise exploitante ainsi que sa crédibilité sont rapidement connus. La création d'un format de métadonnées pour les unités de gestion des stocks spécifique à l'industrie textile permettrait d'extraire les informations concernant un produit, son origine, les modifications qu'il a subies, les variations de prix, le guide des tailles, les certifications, et tout autre renseignement supplémentaire nécessaire au traçage (Beckwith, 2017).

42. Il importe donc que les politiques de RSE s'appuient sur des systèmes de cartographie et de traçage pour mettre en place des chaînes de valeur mondiales dont les éléments sont issus de productions éthiques certifiées/traçables. Il est possible de collecter de grandes quantités de données relatives à des producteurs locaux (de villages africains, par exemple) qui utilisent des méthodes propres et naturelles, tout en mesurant les incidences sociales de cette production. Les systèmes et outils technologiques permettent également d'améliorer la sécurité des animaux (vol, attaque de prédateurs et contamination/infection). Certains organismes publics (en Australie et en Nouvelle-Zélande) ont déjà adopté de bonnes pratiques en matière de soin aux animaux et de localisation sur le territoire. De nouvelles technologies apparaissent également pour la sécurité incendie et pour suivre l'utilisation saisonnière des produits chimiques sur le terrain.

43. La production durable dans le secteur de l'habillement passera par la création d'un système de notation faisant intervenir des indicateurs clefs de performance spécialement conçus pour les entreprises qui ont entrepris des démarches de traçabilité au nom du principe de responsabilité en adoptant, notamment, des bonnes pratiques en matière de droits de l'homme et de bien-être animal. Si l'analyse du cycle de vie peut être un bon outil en vue de mettre en place des systèmes de notation internes, les entreprises et les marques auront peut-être besoin d'un système de comptabilité, de règles et d'indicateurs de résultats universellement reconnu. La mise en place d'un système de notation aurait également des conséquences financières, si l'on considère l'intérêt qu'ont les institutions bancaires et financières à noter les entreprises éthiques et écologiques. Récemment, certaines banques ont décidé d'accorder des financements et des subventions aux PME qui adoptent des programmes d'investissement et de certification concernant les chaînes d'approvisionnement des secteurs du textile et de l'habillement (voir les financements et les prêts de projets durables accordés par Unicredit et la Chambre italienne de la mode).

II. Le point de vue des entreprises sur l'amélioration de la transparence dans l'industrie textile

A. Possibilités à exploiter

44. En règle générale, les investissements visant à améliorer la durabilité d'opérations commerciales permettent aux entreprises d'utiliser moins de ressources tout en produisant plus. En outre, le fait de se positionner tôt en faveur de la protection de l'environnement est non seulement un bon investissement, mais aussi un moyen de se démarquer dans un secteur particulièrement concurrentiel (cKinetics, 2010). Dans cette partie, nous examinerons plusieurs études de cas portant sur des initiatives « vertes » qui ont eu des retombées économiques positives pour les entreprises les ayant mises en œuvre, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Le cas de Nudie Jeans Co., entreprise suédoise de taille moyenne du secteur de l'habillement, donne à penser que la transparence dans la chaîne d'approvisionnement est un outil précieux pour les entreprises. Les consommateurs informés de la traçabilité des produits tout au long de la chaîne d'approvisionnement étaient plus enclins à acheter, sans pour autant communiquer plus, ou différemment, avec les représentants de la marque. Selon l'auteur, la transparence permet aux consommateurs de mieux comprendre et comparer ; toutefois, il n'est pas du tout certain que, dans la pratique, cela suffise à pousser les consommateurs à faire pression sur les entreprises à évoluer (Egels-Zandén & Hansson, 2015).

45. En 2005, Nike et Levi-Strauss ont publié la liste de leurs fournisseurs. Dans ce cadre, les deux entreprises ont notamment mis en place de nouveaux systèmes leur permettant de mieux suivre l'information relative aux conditions de travail, ainsi que des systèmes de surveillance interne et externe leur permettant de s'assurer du respect des codes de bonne conduite (Doorey, 2011). Le Centre d'activité régionale pour la production propre (CAR/PP) présente plusieurs initiatives mises en place avec succès par des entreprises. En voici deux exemples :

- First Textile, entreprise turque spécialisée dans la production de tissus tricotés, de fil, de tissus manufacturés teints et de tissus imprimés, a réalisé des économies, détaillées dans le tableau ci-après, grâce à la mise en place de processus de production plus propres :

<i>Avantages pour l'environnement</i>	<i>Coût d'investissement et d'exploitation (dollars É.-U.)</i>	<i>Économie annuelle (dollars É.-U.)</i>	<i>Amortissement de l'investissement (dollars É.-U.)</i>
Réduction de la consommation d'eau, d'énergie et de produits chimiques	0	58 340-32 370	Immédiat
Réduction de consommation d'eau et de sel	20 000	57 680	Trois mois
Réduction de la consommation de vapeur d'eau et d'énergie Limitation de la pollution atmosphérique	328 820	513 000	Un an

- Une grande entreprise publique du secteur textile en Égypte, produisant environ 8 000 tonnes de tissus par an, a réalisé les économies suivantes :

Rapport coût-bénéfice

<i>Division de l'usine</i>	<i>Action</i>	<i>Coûts d'investissement et d'exploitation (en euros)</i>	<i>Économie annuelle (en euros)</i>	<i>Amortissement de l'investissement (mois)</i>
Mesures déjà mises en œuvre				
	Récupération du condensat de vapeur	13 203,0	39 638,3	< 4
	Amélioration de l'isolation des réseaux de vapeur et d'eau chaude	14 083,2	39 646,0	< 5
Toutes	Amélioration des installations de stockage	0	6 689,5	Immédiat
	Optimisation de l'utilisation de produits chimiques	0	10 269,0	Immédiat
Tissus Prétraitement	Circulation à contre-courant dans la chaîne Kyoto	12 909,6	65 064,4	< 3
Mesures supplémentaires à mettre en œuvre				
Tissus Prétraitement	Installation de robinets d'arrêt automatique, chaîne Gaston County	10 709,1	13 159,0	< 10
	Recyclage final de l'eau de lavage	8 802,0	41 442,8	< 3
Teinture des fils	Récupération de la chaleur des liqueurs	23 472,0	31 443,7	< 9
Sous-total		42 983,1	86 045,4	< 6
Rapport coût/bénéfice total		83 178,9	247 352,6	4

46. Comme le montrent ces deux exemples, l'optimisation de la consommation d'eau semble être la source principale d'économies.

47. Le cas d'ISKOTM est intéressant également. Cette entreprise, qui fait partie de SANKO TEKSTIL, la division textile du groupe SANKO, est la seule usine de confection de denim au monde à avoir reçu le label Nordic Swan et l'écolabel européen. Membre de la SAC œuvrant activement en faveur de l'innovation responsable et de la durabilité, la marque s'engage à économiser l'eau et l'énergie au moyen de systèmes de filtrage et de traitement permettant de nettoyer l'eau en cours de production, et de la réutiliser dans d'autres processus industriels. En 2016, 280 000 tonnes d'eau ont été économisées grâce aux nouvelles techniques de finition, et 1,4 million de kWh ont été économisés grâce aux systèmes automatisés installés dans les salles de tissage. En outre, les émissions de dioxyde de carbone ont été réduites de 900 tonnes par an. La chaleur et la vapeur générées au cours du cycle de production sont captées et réutilisées afin de réduire la consommation d'électricité, ce qui se traduit par des économies d'énergie de 86 000 kWh par an et une réduction de 56 tonnes par an des émissions de CO₂. Les technologies brevetées permettent d'obtenir des tissus qui se comportent différemment, et d'aider le consommateur final à opter pour des alternatives plus durables, autre argument clef en matière de responsabilité.

48. En résumé, l'existence de gains économiques évidents et l'intérêt des consommateurs des principaux marchés d'exportation pour les initiatives d'amélioration de la transparence des chaînes de valeur mondiales corroborent la conclusion préliminaire selon laquelle, du point de vue de l'entreprise, il serait économiquement pertinent de communiquer aux intermédiaires comme aux clients finaux des informations sur l'amélioration de la performance environnementale.

B. Défis à relever

49. Transmettre des informations complexes tout au long de chaînes d'approvisionnement complexes peut s'avérer coûteux et nécessiter des investissements en infrastructures, des ressources humaines et des connaissances techniques. En outre, l'obligation de respecter les nouvelles règles imposées par l'entreprise dans le cadre d'une politique de traçabilité peut être particulièrement lourde à supporter pour les petits fournisseurs. Toutefois, le présent document traite uniquement des questions de transparence dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et ne s'attarde donc pas sur les difficultés généralement liées au respect des obligations de fond imposées par les règles et normes privées et « publiques », en matière de performance environnementale par exemple (Von Hagen & Alvarez, 2011).

50. Dans le cadre de l'initiative « Aide pour le commerce », l'OMC et l'OCDE (2013) ont analysé plusieurs pistes de réduction des coûts dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile. Dans leur étude, quatre pistes ont été identifiées pour aider le commerce : favoriser le développement global de l'industrie textile, promouvoir l'utilisation préférentielle, encourager le progrès social dans la chaîne de valeur mondiale et appuyer l'intégration verticale entre les secteurs de l'habillement et du textile.

51. Enfin, si la technologie peut contribuer à réduire les coûts liés à l'amélioration de la transparence de la chaîne d'approvisionnement, certains auteurs affirment toutefois que les attentes associées aux politiques de transparence sont souvent bien trop élevées pour être réalistes. Pour ces auteurs, les plans d'amélioration de la transparence peuvent contribuer à faire face aux problèmes sociaux et environnementaux liés aux modes de production et de consommation des sociétés industrielles avancées, mais pas les régler (Dingwerth & Eichinger, 2010).

C. Recommandations

52. On pourrait penser qu'il existe une prise de conscience forte à l'égard de la manière dont les textiles et les vêtements sont produits, mais ce n'est pas le cas. Des études récentes montrent qu'en dépit d'une pression croissante visant à contraindre le secteur de l'habillement à adopter des pratiques socialement responsables, les consommateurs qui militent en faveur de pratiques de consommation plus durables ne savent pas encore vraiment en quoi consistent les exigences en matière de RSE, ni quelles en sont les conséquences. En fait, le groupe d'experts ayant participé à la préparation du présent document a formulé les recommandations suivantes et souligné :

- La nécessité de mener un travail de diagnostic sur la transparence et la traçabilité tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie textile, et de cartographier les besoins concernant les systèmes de traçabilité.

53. En outre, institutions et entreprises doivent investir plus dans les programmes de sensibilisation, de formation et de communication (White, Nielsen, & Valentini, 2017). Les décideurs (direction et finance) sont une cible privilégiée et ont besoin d'aide dans ce domaine. Par ailleurs, des programmes de sensibilisation sont nécessaires pour mieux définir les bonnes pratiques en matière de traçabilité et de durabilité des chaînes d'approvisionnement de l'industrie textile. Il ne s'agit pas simplement d'une manière d'informer le public quant aux questions de visibilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement, mais d'un moyen d'enseigner aux entreprises de meilleures pratiques et de leur montrer comment intégrer des pratiques durables dans leurs activités. Les stylistes doivent également être sensibilisés à ces questions car ils sont la force créatrice et l'avenir de l'industrie de la mode. Les publications de leaders d'opinion et d'ambassadeurs fédérant une vaste communauté sur les réseaux sociaux peuvent jouer un rôle majeur en influençant positivement un large public en un bref laps de temps. Des consommateurs mieux informés peuvent contribuer à intensifier les pressions sur les fabricants et les partenaires de la chaîne d'approvisionnement, en matière de respect des normes relatives aux produits et de production durable. Les experts ont souligné :

- La nécessité d'expliquer aux organisations gouvernementales, aux entreprises du secteur et aux consommateurs l'importance de la transparence et de la traçabilité dans la mise en place de chaînes de valeur durables dans l'industrie du textile ;
- La nécessité de sensibiliser les stylistes et les décideurs du monde de la mode et de les former aux modes de production responsables.

54. La coopération du secteur privé est certes nécessaire pour opérer des changements viables, mais les entreprises y ont tout intérêt parce qu'il s'agit d'une stratégie commerciale intelligente. Les fabricants faisant preuve d'une plus grande ouverture gagnent la confiance des entreprises, et les entreprises faisant preuve d'une plus grande ouverture gagnent la confiance du public. Il en résulte des associations positives dans l'esprit du consommateur, qui sera plus enclin à acheter les produits d'une entreprise faisant preuve de transparence que ceux d'une entreprise concurrente cultivant l'opacité. Une entreprise qui fait des efforts sur les plans social et environnemental et adopte des modes de fonctionnement plus écologiques et plus durables bénéficiera d'une image positive auprès du public. En outre, les investissements dans un approvisionnement durable, dans la cartographie de la chaîne d'approvisionnement et dans les ressources contribueront à améliorer la productivité et à produire de meilleurs résultats. Par ailleurs, la durabilité doit être démocratique. Au bout du compte, cela se traduit par une augmentation de l'activité, une hausse des bénéfices et des économies plus importantes. Les experts ont souligné :

- La nécessité, pour le secteur commercial, d'investir dans l'approvisionnement durable et la cartographie de la chaîne d'approvisionnement, dans le cadre d'une stratégie commerciale intelligente et d'un effort pour gagner la confiance des consommateurs.

55. Des normes, des règles, des certifications et un cadre réglementaire sont nécessaires pour remédier aux lacunes actuelles et à l'absence d'outils. Une entreprise peut gagner en crédibilité si elle applique des normes établies par un tiers en plus de ses propres règles. Le Défi Detox et l'initiative ZDHC (Zero Discharge of Hazardous Chemicals) sensibilisent aux dangers liés à l'utilisation de produits chimiques, et visent à promouvoir des méthodes plus sûres dans l'industrie textile. Les identifiants de produits, tels les codes universels de produits (CUP), sont couramment utilisés pour associer un identifiant numérique et un code-barres à un produit donné, et contribuent à éliminer la confusion dans l'esprit des consommateurs à l'égard des étiquettes et des produits. Les étiquettes RFID et NFC sont souvent placées dans les étiquettes intérieures des vêtements, et peuvent fournir à ceux qui les portent des informations sur leur composition, mais aussi contenir des informations sur les stocks disponibles et servir de dispositif antivol. L'inclusion de critères de durabilité dans les procédures de passation de marchés publics dans l'industrie textile, et notamment de critères environnementaux, sociaux et sanitaires, peut également avoir des effets positifs sur la durabilité des modes de production et de consommation dans le secteur. Les experts ont souligné :

- La nécessité d'harmoniser les règles, normes, certifications et cadres réglementaires existants pour contribuer à éliminer la confusion des fabricants et des consommateurs face à la multiplicité des approches ;
- La nécessité d'utiliser des informations standardisées et des systèmes de vérification répondant à des règles strictes.

56. L'utilisation d'applications informatiques depuis des appareils intelligents peut contribuer à mieux associer les consommateurs aux mesures prises par l'entreprise, et à les informer sur l'origine des textiles utilisés et des vêtements. Du point de vue de l'entreprise, lorsque l'on envisage de passer d'une grande entreprise à de petits producteurs, il est essentiel de disposer de technologies intelligentes, simples et efficaces. Un système fermé qui contamine les systèmes bien définis représente une contrainte lorsque l'on met l'informatique au service d'une plus grande transparence. En conséquence, il est nécessaire de séparer les deux systèmes pour mieux isoler et cibler ceux qui ont besoin d'aide. En outre, le big data et les analyses prédictives peuvent être utilisés dans la conception de meilleures pratiques. L'exploitation de données peut contribuer à structurer les résultats, tout en excluant les produits provenant de sources inconnues. Plus récemment, la technologie de la chaîne de blocs a fait beaucoup parler d'elle. Comme évoqué à la section C ci-dessus, elle

peut contribuer à améliorer le suivi de l'origine des produits et à réaliser des gains d'efficacité. Grâce au cryptage des données, le système est sécurisé et les informations stockées dans le registre sont protégées. La technologie de la chaîne de blocs peut contribuer à créer, par le biais de nœuds d'information, un environnement partagé où chaque acteur joue un rôle important (par exemple un organisme de certification ou d'accréditation peut faire des vérifications de routine automatisées pour vous). LOOMIA, une start-up qui a mis au point un textile intelligent et un circuit flexible (le « LOOMIA Electronic Layer ») réagissant au toucher et aux changements de l'environnement, est un autre cas dans lequel la technologie a été utilisée en lien avec le textile et des données ont été recueillies (LOOMIA, 2017). Le « LOOMIA Tile » tire parti de la technologie de la chaîne de blocs pour assurer l'échange sécurisé des données et l'authenticité des produits (Lederer, Maxey, Ucar, Liriana et Paúl, 2017). La création de partenariats et d'alliances avec des start-up innovantes travaillant sur les questions de durabilité peut également être utile, tout comme le recours à des accélérateurs de start-up du monde de la mode pour soutenir des start-up prometteuses qui proposent des solutions innovantes sur les plans social et environnemental. Les experts ont souligné :

- La nécessité de soutenir des solutions commerciales innovantes, les évolutions technologiques (y compris la technologie de la chaîne de blocs) et l'utilisation d'appareils intelligents afin d'accroître la transparence des chaînes de valeur de l'industrie textile et de sensibiliser le consommateur et obtenir son adhésion ;
- La nécessité de soutenir les accélérateurs de start-up et les start-up travaillant à l'élaboration de solutions innovantes sur les plans social et environnemental dans le secteur de l'habillement.

III. Observations finales sur la nécessité de créer un nouveau cadre international

57. Il ressort des documents examinés et des débats entre experts dont le présent document rend compte qu'il serait souhaitable de lancer une initiative en faveur de la création d'un cadre international (un accord-cadre ou une recommandation accompagnée de lignes directrices) pour l'amélioration de la transparence des chaînes de valeur. Un cadre international d'application générale serait plus adapté qu'une norme en raison de la forte concentration de nouvelles technologies protégées par brevet dans les outils utilisés examinés dans le présent document.

58. Les gouvernements comme les entreprises peuvent jouer un rôle crucial dans le travail de sensibilisation et d'amélioration de la transparence de la chaîne d'approvisionnement. S'agissant des gouvernements, ils peuvent, par exemple, promouvoir la généralisation de comportements favorables à l'environnement auprès des consommateurs et des entreprises. Certains facteurs comme la confiance et la connaissance peuvent contribuer à développer de telles attitudes, et les États doivent donc investir dans des programmes de formation et des campagnes de sensibilisation. Comme l'a confirmé l'OCDE (2014), de telles initiatives ont des effets mesurables sur l'attitude des consommateurs et des entreprises à l'égard de l'approvisionnement durable et d'autres questions environnementales et sanitaires. Pour les entreprises, les retombées économiques de la mise en œuvre de modes de production plus propres et plus sains, couplée aux réactions positives des consommateurs lorsqu'on les informe des conséquences pour l'environnement et la santé, étayent la théorie selon laquelle améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement peut être une stratégie gagnante à tous égards.

59. Toutefois, les préoccupations liées au développement ne devraient pas être laissées de côté, et les fournisseurs qui ne disposent pas des ressources financières et humaines nécessaires pour mieux communiquer sur la durabilité de leurs pratiques devraient recevoir toute l'aide nécessaire. Une initiative en faveur de l'élaboration d'un cadre international devrait faire explicitement mention de ces préoccupations et proposer des solutions, y compris des incitations financières, pour surmonter les difficultés rencontrées.

60. En outre, comme l'a rappelé le PNUE (2014), les entreprises et les gouvernements devraient agir de concert pour améliorer la transparence de la chaîne d'approvisionnement

et la performance environnementale globale de l'industrie textile par la recherche, la formation, l'échange d'informations et la communication. Si au niveau des entreprises, des lignes directrices spécifiques au secteur et des procédures d'autoréglementation peuvent avoir des effets significatifs, les politiques publiques doivent être cohérentes et orientées vers une approche préventive visant une production plus propre, et prévoir des obligations en matière de suivi et d'information.

61. Il serait donc particulièrement souhaitable d'envisager la réglementation de l'industrie textile par le secteur public de manière harmonisée et cohérente à l'échelle internationale. Une initiative en faveur de l'adoption d'un cadre international qui irait bien au-delà de la région de la CEE et réunirait les parties prenantes clés autour de la même table pourrait y contribuer parfaitement, et pourrait aider les pays à unir leurs initiatives et leurs démarches en faveur d'une amélioration de la transparence dans les chaînes de valeur mondiales.

62. Une telle initiative pourrait stimuler l'innovation et conduire à des améliorations et à une réduction du prix des outils informatiques utilisés pour cartographier les chaînes d'approvisionnement, et assurer la traçabilité et l'approvisionnement durable. Elle pourrait contribuer à créer une dynamique en faveur de nouveaux investissements dans ces technologies, tout en éliminant le risque de créer un cadre rigide ayant pour effet de contraindre les parties prenantes à opter pour l'une ou l'autre de ces technologies. Toutefois, une telle initiative devrait encourager l'interopérabilité de ces nouvelles technologies, afin d'éviter les problèmes d'efficacité, les doublons et les pertes.

63. Une nouvelle initiative de portée générale contribuerait également à nourrir le débat international sur la nécessité de s'attaquer aux conséquences sanitaires, sociales et environnementales de l'industrie textile. Dans ce cadre, des efforts visant à améliorer la transparence des chaînes d'approvisionnement du secteur contribueraient de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable définis dans le Programme des Nations Unies à l'horizon 2030. Ils contribueraient notamment de manière significative à la réalisation de l'objectif 12, qui appelle à l'adoption de modes de consommation et de production durables.

Références

- Associazione Tessile e Salute, Studies and Tools. (2012). Disponible à l'adresse suivante : <http://tessileesalute.it/en/about-us/studies-and-tools/>.
- Beckwith, C. (2017). How Blockchain Could Boost the Fashion Industry. *Business of Fashion*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.businessoffashion.com/articles/opinion/op-ed-how-blockchain-could-boost-the-fashion-industry>.
- Better Work. (2017). Our Strategy. Disponible à l'adresse suivante : <https://betterwork.org/our-work/our-approach/#1474820075262-02200c90-808f>.
- Casey, M. J., et Wong, P. (2017). Global Supply Chains Are About to Get Better, Thanks to Blockchain. *Harvard Business Review*. Disponible à l'adresse suivante : <https://hbr.org/2017/03/global-supply-chains-are-about-to-get-better-thanks-to-blockchain>.
- Centre des Nations Unies pour la gouvernance (2014). A Guide To Traceability. A Practical Approach to Advance Sustainability in Global Supply Chains. Pacte mondial des Nations Unies. Disponible à l'adresse suivante : https://www.bsr.org/reports/BSR_UNGC_Guide_to_Traceability.pdf.
- Chambre de la mode italienne. (2015). Eco-toxicological requirements for articles of clothing, leather goods, footwear and accessories. Disponible à l'adresse suivante : http://www.cameramoda.it/media/pdf/linee_guida_en.pdf.
- CKinetics. (2010). Disponible à l'adresse suivante : http://www.ckinetics.com/publications/export_textile.htm.
- Connell, K. Y. H., et Kozar, J. M. (2014). Environmentally Sustainable Clothing Consumption: Knowledge, Attitudes, and Behavior.
- Diddi, S. (2014). Understanding ethical consumption decisions: The role of values, attitudes and expectations in the apparel purchasing context.
- Dingwerth, K., et Eichinger, M. (2010). Tamed Transparency: How Information Disclosure under the Global Reporting Initiative Fails to Empower. *Global Environmental Politics*, 10(3), 74-96. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.glogov.org/?pageid=4>.
- Doorey, D. J. (2011). The transparent supply chain: From resistance to implementation at Nike and Levi-Strauss. *Journal of Business Ethics*, 103(4), 587-603. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1916325.
- Egels-Zandén, N., et Hansson, N. (2015). Supply chain transparency as a consumer or corporate tool: The case of Nudie Jeans Co. Disponible à l'adresse suivante : <http://gup.ub.gu.se/publication/210950-supply-chain-transparency-as-a-consumer-or-corporate-tool-the-case-of-nudie-jeans-co>.
- Feldman, P. M., et Vasquez-Parraga, A. Z. (2013). Consumer social responses to CSR initiatives versus corporate abilities. *Journal of Consumer Marketing*, 30(2).
- Fiaschi, D., Giuliani, E., Macchi, C., et Perrone, O. (2012). Corporate social responsibility and human rights abuses: a comparison of the strategies adopted by advanced country and BRIC multinationals. *Notizie di Politeia*, 28 (106), 34-54. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.politeia-centrostudi.org/doc/Selezione/106/3.%20Fiaschi,%20Giuliani,%20Macchi%20Perrone.pdf>.
- Fukunishi, T., Goto, K., et Yamagata, T. (2013). Aid For Trade And Value Chains In Textiles And Apparel. OCDE/OMC/IDE-JETR. Disponible à l'adresse suivante : http://www.wto.org/english/tratop_e/devel_e/a4t_e/global_review13prog_e/textles_and_apparel_28june.pdf.
- Global Fashion Agenda et The Boston Consulting Group. (2017). Pulse of the Fashion Industry. Disponible à l'adresse suivante : https://www.copenhagenfashionsummit.com/wp-content/uploads/2017/05/Pulse-of-the-Fashion-Industry_2017.pdf.
- Greenpeace. (2013). Chemicals Substitution in Textile Industry: Implementing Chemical Policies Into the Textile Supply Chain. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.greenpeace.org/china/Global/china/publications/others/2013/20130325-GP-ENG.pdf>.

- Higg Index. (2017). Sustainable Apparel Coalition. Disponible à l'adresse suivante : <http://apparelcoalition.org/the-higg-index/>.
- IDFL. (2017). About IDFL Laboratory and Institute. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.idfl.com/about/>.
- OIT. (2017). Accords de libre-échange et droits de travailleurs. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/global/standards/information-resources-and-publications/free-trade-agreements-and-labour-rights/lang--en/index.htm>.
- Kaye, L. (2013). Clothing to dye for: the textile sector must confront water risks. *The Guardian*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.theguardian.com/sustainable-business/dyeing-textile-sector-water-risks-adidas>.
- Kemi. (2014). Chemicals in textiles. Swedish Chemical Agency. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.kemi.se/files/8040fb7a4f2547b7bad522c399c0b649/report6-14-chemicals-in-textiles.pdf>.
- Keys, T., Malnight, T. W., et van der Graaf, K. (2009). Making the Most of Corporate Social Responsibility. McKinsey. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.mckinsey.com/global-themes/leadership/making-the-most-of-corporate-social-responsibility>.
- Lam, J. K. C., & Postle, R. (2006). Textile and apparel supply chain management in Hong Kong. *International Journal of Clothing Science and Technology*, 18(4).
- Lederer, S., Maxey, M., Ucar, E., Liriana, J., et Paúl, M. (2017). LOOMIA Tile. A Decentralized Platform for Identity and Personal Data. Disponible à l'adresse suivante : https://github.com/LOOMIA/loomia/blob/master/LOOMIA_whitepaper.pdf.
- Linich, D. (2014). The path to supply chain transparency. A practical guide to defining, understanding, and building supply chain transparency in a global economy. Disponible à l'adresse suivante : <https://dupress.deloitte.com/dup-us-en/topics/operations/supply-chain-transparency.html>.
- LOOMIA. (2017). Our Technology. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.loomia.co/token> https://github.com/LOOMIA/loomia/blob/master/LOOMIA_whitepaper.pdf.
- McDermott, B. (2017). Blockchain Unleashed: IBM Blockchain Blog. IBM. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ibm.com/blogs/blockchain/2017/09/improving-confidence-in-food-safety-with-ibm-blockchain/>.
- OCDE 2004. Emission Scenario Document on Textile Finishing Industry. (2004). Disponible à l'adresse suivante : https://echa.europa.eu/documents/10162/16908203/pt9_oecd_esd_no_7_textile_finishing_industry_en.pdf/2d6bb902-83cc-4ff1-94ef-6e8fb2aab978.
- OCDE 2013. Trade Policy Implications of Global Value Chains. (2013). OECD http://www.oecd.org/sti/ind/Trade_Policy_Implications_May_2013.pdf.
- OCDE 2014. Vers des comportements plus environnementaux : Vue d'ensemble de l'enquête 2011 – éd. révisée, Études de l'OCDE sur la politique de l'environnement et le comportement des ménages, OECD Publishing.
- OCDE, Banque mondiale et OMC. (2014). OCDE, Groupe de la Banque mondiale et OMC. Global Value Chains: Challenges, opportunities, and Implications for Policy. Disponible à l'adresse suivante : http://www.oecd.org/tad/gvc_report_g20_july_2014.pdf.
- O Ecotextiles. (2013). Disponible à l'adresse suivante : <http://www.oecotextiles.com/index.php>.
- (PNUE 1994). Cleaner Production In The Asia Pacific Economic Cooperation Region.
- (PNUE 2011). The Chemicals in Products Project: Case Study of the Textiles Sector prepared by United Nations Environment Program DTIE / Chemicals Branch. (2011). Disponible à l'adresse suivante : http://www.unep.org/chemicalsandwaste/Portals/9/CiP/CiPWorkshop2011/CiP%20textile%20case%20study%20report_21Feb2011.pdf.
- Rinaldi, F. R., et Testa, S. (2014). The Responsible Fashion Company. *Greenleaf Publishing*. Imprimé.
- Saicheua, V., Cooper, T., et Knox, A. (2011). Public Understanding Towards Sustainable Clothing And The Supply Chain.

Textile Exchange. (2017). About Us. Disponible à l'adresse suivante : <http://textileexchange.org/about-us/>.

Von Hagen, O., et Alvarez, G. (2011). Centre du commerce international. The Impact of Private Standards on Global Supply Chains.

White, C. L., Nielsen, A. E., et Valentini, C. (2017). CSR research in the apparel industry: A quantitative and qualitative review of existing literature. *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 24.
